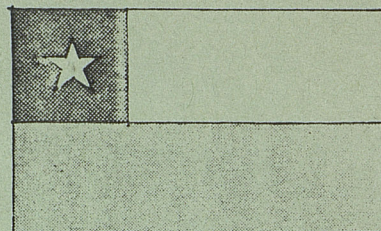


TELEX ~



ASSOCIATION LOI DU
1er JUILLET 1901

CHILE

1, rue MONTMARTRE
75001 PARIS



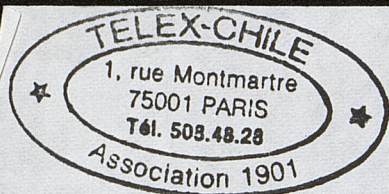
PARIS, JUIL-AOUT-SEPT 84

N° 2



HALTE A LA REPRESSION AU CHILI !

4° P. 12270

JUILLET 1984 AU CHILI
-----LE 5 : ATTENTATS CONTRE DES EDIFICES DE LA MARINE ET DE L'ARMEE.

A Valparaiso deux personnes ont été arrêtées après l'explosion de trois bombes qui ont touché des dépendances de l'armée et ont fait d'importants dégâts matériels ; une des bombes a endommagé la façade de la Direction Générale du Territoire Maritime et de la Marine Marchande où se situent les bureaux de la Direction Maritime.

LE 6 : SCHNACKE-CLANDESTIN.

Le dirigeant socialiste chilien Eric Schnacke, exilé depuis sept ans en Espagne, est entré clandestinement au Chili, 15 jours après, il s'est rendu sans difficultés en Argentine.

" Je regrette d'avoir eu recours à des méthodes clandestines pour entrer dans ma patrie " a-t-il déclaré au cours de conversations téléphoniques depuis Buenos-Aires, mais " c'était un besoin énorme de voir et de sentir ma famille et mes amis ".

Le journal " La Segunda " a indiqué, sans préciser les sources, que le dirigeant avait participé le week-end dernier à une conférence célébrée par le Parti Socialiste du Chili (PSCH) dirigé par Carlos Briones.

LE 7 : DES INONDATIONS ET DES AVALANCHES.

Déjà 60 victimes dues aux trômbes d'eau et aux tempêtes de neige qui se sont abattues sur le Chili. De plus, 40 personnes sont disparues et plus de 42 000 autres sont sinistrées.

LE 9 : INTI-ILLIMANI.

Les membres du groupe folklorique chilien Inti-Illimani, Marcelo Coulon et Jose Francisco Seves (à qui la dictature militaire avait interdit le retour il y a dix ans) se sont vus refuser l'entrée dans leur pays par les autorités de l'aéroport de Santiago. Les deux musiciens qui souhaitaient rester deux jours dans la capitale chilienne, n'ont pu descendre de l'avion. Ils venaient de Quito où ils participent au III Festival de la Nouvelle Chanson Latinoaméricaine, organisé par la Maison de la Culture équatoriale. Après quelques instants d'escale technique ils sont repartis vers Buenos-Aires.

LE 10 : EXPULSION DE COMMUNISTES.

Un décret de la Cour Suprême de Justice du Chili a appuyé l'expulsion du pays des dirigeants communistes Leopoldo Ortega et Jaime Insunza, considérés par la dictature militaire comme un danger pour la paix du pays.

La Cour a indiqué que Pinochet s'est servi des pouvoirs légaux qui lui sont propres, lorsqu'il a ordonné l'exil des deux dirigeants politiques le 7 avril dernier. Insunza, secrétaire du Mouvement Démocratique Populaire, et Ortega membre de la Commission Chilienne des Droits de l'Homme, étaient retournés au Chili le 23 juin. Ils venaient d'Argentine, après l'acceptation par la Cour d'Appel de Santiago d'une réclamation faite par leurs avocats, reconnaissant que l'expulsion dépassait la loi.

LE 11 : GREVE DE LA FAIM.

Le dirigeant étudiant Manuel Tobar entre dans son 12ème jour de grève de la faim. C'est un mouvement de protestation pour le manque d'attention des autorités face aux problèmes économiques de l'Université Catholique de Valparaiso. Tobar, président de la Fédération des Etudiants de cette Université, demande des bourses spéciales d'alimentation pour les jeunes de faibles ressources économiques.

LE 12 : HOMMAGE A PABLO NERUDA.

Des milliers d'oeillets rouges recouvriront aujourd'hui une petite niche du Cimetière Général de Santiago où reposent les restes d'un des plus grands poètes de langue hispanique : PABLO NERUDA.

Pour l'anniversaire de ses 80 ans, des hommes et des femmes de tous âges et de toutes classes sociales, rendront hommage, comme toujours à cette date là, au poète qui en 1971 a obtenu le Prix Nobel de Littérature.

Aujourd'hui, après 11 ans de dictature militaire au Chili, soufflent des vents et des murmures qui parlent d'un besoin urgent de retour à la Démocratie, PABLO NERUDA est de nouveau présent, non seulement grâce à son héritage littéraire, mais aussi grâce à son message humaniste de combattant des luttes sociales.

ATTENTATS :

Plusieurs attentats à l'explosif ont été enregistrés cette nuit dans divers secteurs de la capitale. Ils ont fait d'importants dégâts sur la voie ferrée et aux vitrines de nombreux magasins.

Ce sont les locaux des municipalités qu'ont été touchés.

LE 20 : ATTENTATS.

Trois bombes de fabrication artisanale ont explosé sur la voie publique à Santiago, provoquant la panique parmi la population.

Une des explosions a détruit la façade d'une banque et une autre a endommagé les bureaux des Services Sanitaires de l'Etat. La troisième de la série a détruit un poteau de l'éclairage public.

Les attentats ont eu lieu quelques heures après qu'un comando inconnu eut mitraillé une caserne de la Centrale Nationale des Investigations (police secrète du régime : CNI)

Certaines versions de la presse font mention du MIR (Mouvement de la Gauche Révolutionnaire) comme auteur de l'attaque de la caserne.

ZALDIVAR ET LE COMMUNISME.

Le démocrate-chrétien Andres Zaldivar a estimé que le dilemme du Chili n'est pas de choisir en faveur ou contre le communisme, mais de récupérer la Démocratie et d'accentuer la pression sociale sur la dictature de Pinochet.

" Parler de pro-communisme ou d'anti-communisme c'est tomber dans un jeu, dans un rideau de fumée qui cherche à cacher le véritable problème ".

" Nous devons lutter pour retrouver la Démocratie et ce ne sera possible qu'avec une pression sociale très forte, soutenue et pacifique " a ajouté Zaldivar, Président de l'Union Mondiale Démocrate-Chrétienne.

MENACES CONTRE LE CARDINAL SILVA HENRIQUEZ.

Aujourd'hui à Santiago une haute source de l'Eglise Catholique, a informé que le cardinal Raul Silva Henriquez a reçu une menace de mort dans un message anonyme. Le prélat, qui jusqu'à l'année dernière était Archevêque de Santiago s'est éloigné de cette fonction pastorale à cause de son âge. Il s'était maintenu en marge des activités publiques, mais la semaine dernière il a lancé une exhortation afin d'en finir avec la violence politique, qui pendant la dernière année a fait une centaine de morts au Chili.

" Cette menace est parvenue aux mains du Cardinal dans une lettre anonyme datée du 12 juillet ".

Le message a été connu dans une période où l'église catholique chilienne doit faire face à une série d'attaques de la part d'organisations d'extrême droite, comme l'Action Chilienne Anticomuniste (ACHA). Plusieurs temples ont été brûlés dans les derniers mois et sur leurs murs on a pu lire des inscriptions contre les " curés rouges ".

LE 21 : UNE JOURNALISTE LIBEREE.

La journaliste Monica Gonzalez Mujica a été libérée à Santiago, après être restée deux jours en prison. Elle avait refusé de remettre l'enregistrement original de

l'entrevue qu'elle avait eu avec le Général Leigh, le considérant comme secret professionnel.

Elle avait été arrêtée jeudi par des agents de la police en civil dans les bureaux de la revue d'opposition " CAUCE ". Cette revue de tendance social-démocrate, avait publié il y a un mois, l'entrevue où le Général Leigh critiquait le Général Pinochet.

La dictature a soumis en jugement le Général Leigh, ex-membre de la junte militaire, resté en liberté. Celui-ci a confirmé devant le tribunal, les déclarations qu'il avait formulées dans la publication. En se rendant à ce même tribunal, la journaliste a refusé de donner l'enregistrement complet de l'entretien avec Leigh, ce qui a entraîné son arrestation.

Mais la Cour d'Appel de Santiago a accepté une demande d'habeas corpus en sa faveur et a reconnu son droit de conserver le secret professionnel de journaliste, comme l'indique l'acte notifiant sa mise en liberté.

LE 22 : ACCIDENT DANS UNE MINE.

Trois mineurs sont morts écrasés par l'effondrement de deux tours métalliques, dans le nord du pays, au gisement d'or de " EL INDIO ".

La mine appartient à la compagnie Saint-Joe des Etats-Unis...

Les tours étaient destinées à soutenir des cables de haute tension électrique.

LE 23 : CHILI-CHINE.

Fin août, des délégations gouvernementales de Chine et du Chili organiseront à Pékin une nouvelle série de conversations, en vue d'augmenter les échanges entre les deux pays.

Cette année, le commerce sino-chilien, dépasse les 100 millions de dollars, offrant un bilan positif à la nation sudaméricaine.

APPEL A UNE NOUVELLE PROTESTA NACIONAL

Les dirigeants des partis de l'Alliance Démocratique ont appelé à une nouvelle " Protesta Nacional " contre la dictature militaire au Chili les 4 et 5 septembre.

" Ce sera une journée de protestation dont le fondement est l'énorme insatisfaction des Chiliens, qui désirent un rapide retour à la démocratie " a dit le président de l'AD, Enrique Silva Cimma. Il a ajouté que la nouvelle manifestation de mécontentement aura un caractère essentiellement " pacifique ".

PINOCHET-NATIONALISME.

Pinochet prêche l'union à ses partisans divisés autour des idéaux nationalistes.

" Si nous continuons à lutter et à travailler, nous obtiendrons une unité des

idéaux nationalistes, avec la conviction que ce qui passe en premier c'est ce qui est CHILIEN ".

" Si nous parvenons à introduire ces concepts dans un esprit national et démocratique, nous arriverons à unir la majorité ".

Des sources gouvernementales n'ont pas démenti la crise ministérielle, ainsi que les récents contacts entre le chef de l'état et les représentants du nationalisme. Avec à sa tête l'idéologue Pablo Rodriguez, ce secteur " dur " de l'armée a maintenu une attitude critique face à la politique économique-libérale appliquée durant les 10 dernières années par les disciples de l'école des " Chicago's boys ".

LE 24 : AUGMENTATION DE LA DETTE EXTERIEURE.

La dette extérieure du Chili est une des plus importantes du monde per capita . Elle a augmenté de 3115 millions de dollars au cours de 1984, selon un document spécialisé basé sur des statistiques officielles.

Le montant actuel est équivalent à la valeur de tous les biens et services de l'économie nationale produite cette année.

LE 25 : DEPORTES - REFUS.

L'Argentine a repoussé les trois communistes chiliens qui mardi dernier avaient été expulsés vers Buenos Aires par la dictature militaire de Pinochet.

L'un deux, l'ex-sénateur Luis Godoy, a embarqué ce matin dans un avion se dirigeant vers la capitale chilienne. Il a été expédié vers la Colombie. Les deux autres (- Osiel Nunez et Rene Largos Farias -) ont subi la même mesure dans l'après-midi. Les autorités argentines n'ont pas accepté de les accueillir, prétextant qu'aucun des trois n'avait les papiers nécessaires ni les moyens de subsister dans le pays... Juan Parra, le quatrième dirigeant, membre du Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR), envoyé lui aussi en exil ce mardi, n'a pas rencontré de difficultés pour rester dans le pays voisin.

LE 25 JUILLET : PREMIERE PROTESTATION COMMUNALE.

A l'est de Santiago, dans le quartier populaire de Pudahuel, quinze personnes arrêtées, un bus brûlé, 15 autres endommagés, l'explosion de deux puissantes bombes ont aujourd'hui marqué la Première Journée de Protestation Communale.

Elle a été appelée par les " Organisations Populaires de Pudahuel " et s'est exprimée par la fermeture d'une partie des commerces et une partielle cessation d'activités étudiantes.

La commune de Pudahuel, (400.000 habitants) est considérée comme l'une des zones

les plus pauvres du Chili. Selon des sources extra-officielles, le chômage y atteint 30%.

Comme dans les Journées antérieures de Protestation Nationale, aujourd'hui les manifestants ont dressé des barricades, et fait des feux dans certaines rues. On a pu aussi entendre le bruit très fort des casseroles vides.

LE 26 : DEPORTES - FAMILLES.

On a pu voir aujourd'hui des scènes dramatiques à l'aéroport international de Santiago, quand les exclus sont partis vers la Colombie.

Un fils de Largo Farias, journaliste connu de la radio, a sauté sur la piste depuis la terrasse du terminal aérien et a couru vers l'avion de la ligne aérienne AVIANCA, au moment de l'allumage des moteurs.

Le jeune homme a réussi à s'approcher de l'avion en agitant ses bras pour dire au revoir à son père, avant d'être arrêté par des agents de la police.

De son côté le père d'Osiel Nunez a déclaré " je me sens fier d'avoir un fils qui est en train de se sacrifier pour défendre les idéaux de la Libération de notre Patrie ".

ATTENTATS DANS LA BANLIEUE DE SANTIAGO.

Dans le quartier très populaire de Pudahuel où ont été enregistrés de nombreux attentats, huit personnes, dont le journaliste français Bruno Minas, ont été arrêtées par des agents de la sécurité, armés de mitraillettes.

Le journaliste de Radio 100 de Bordeaux a été très violemment frappé dans un car de carabiniers, alors qu'il s'informait sur les actions armées réalisées par des opposants à la dictature militaire.

LE 27 : PROTESTATION.

Au moins six personnes ont été blessées la nuit dernière, alors qu'éclataient de violents affrontements à l'est de Santiago, en fin de journée de protestation de la commune de Pudahuel.

Un capitaine de carabinier est mort aujourd'hui après avoir reçu une balle dans la tête au cours des incidents de la rue. L'officier a été tué alors qu'un groupe de carabiniers essayait d'éliminer une barricade installée par les manifestants dans une des rues du secteur.

Au cours de ces mêmes incidents anti-gouvernementaux, qui se sont prolongés du jeudi matin jusqu'à l'aube du vendredi, cinq civils ont été blessés. Parmi eux un jeune de 18 ans et une enfant de 6 ans, ont été atteints par des balles tirées par les forces de l'ordre.

De plus un policier et un civil ont été blessés; l'agent a reçu un coup de couteau

et l'habitant du bidonville a reçu une balle dans la jambe.

Cinq autres civils ont été blessés et 25 personnes arrêtées au cours de la destruction des barricades.

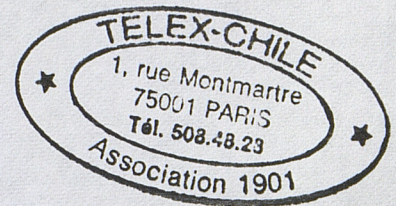
Parallèlement, des groupes d'étudiants se sont affrontés avec la police autour d'une école à l'ouest de Santiago. Ils demandaient la réintégration de 6 élèves qui avaient été expulsés de l'Université Catholique.

LE 31 : GREVE DE LA FAIM.

La Cour d'Appel de Santiago a rejeté aujourd'hui une pétition pour mettre fin à une grève de la faim de cinq étudiants expulsés de l'Université Catholique locale. Le groupe, réfugié dans une paroisse, a terminé 29 jours de grève.

Plusieurs professeurs et avocats de l'Université ont demandé un décret de la justice afin de justifier l'intervention de médecins et de la police pour envoyer ces étudiants éventuellement à l'hôpital.

- L'attitude des grévistes attente à la vie et, par conséquent ils commettent un délit, déclare la pétition, mais la Cour a déterminé qu'une telle intervention est
- " Inadmissible ".

AOUT 1984 AU CHILI
-----RESISTANCE - OPPOSITION.6 AOUT 84.

Des groupes d'inconnus ont mis le feu à un bus, lors d'une tentative d'incendie d'un dépôt. Plus tard, une charge de dynamite a explosé face au bureau d'assistance sociale (de l'état) et un autre attentat identique a causé des dégâts au domicile d'un professeur connu pour agir en tant qu'informateur de la police. D'autre part, une action coordonnée de sabotage, a entraîné une extinction de l'éclairage public pendant une heure à Santiago. Elle s'est étendue sur le territoire entre Copiapo au nord, et Temuco au sud, sur 1 500 km.

Une vingtaine d'explosions provoquées par des bombes, ont endommagé les installations électriques de la compagnie transnationale ITT (International Telegraph and Telephone).

D'autres attentats ont eu lieu dans plusieurs villes et à Valparaiso, une bombe a explosé face au casino des Officiers Carabiniers. Il n'y a pas eu de blessés.

12 AOUT 84.

Une caserne et deux résidences particulières ont subi des dégâts importants par l'explosion de charges de dynamite.

13 AOUT 84.

Des commandos armés ont attaqué aujourd'hui deux camions chargés de produits laitiers et ont distribué les aliments dans les quartiers pauvres de Santiago. Peu de temps après deux charges de dynamite ont explosé dans ce même secteur. Les groupes, appartenant au Front Patriotique Manuel Rodriguez, ont lancé des consignes et ont distribué des tracts contre la dictature de Pinochet.

Le même jour, un groupe muni d'armes automatiques, se déclarant comme appartenant au MIR (Mouvement de la Gauche Révolutionnaire), a mis le feu à un omnibus dans la banlieue de Vina del Mar.

17 AOUT 84.

Une caserne de police, un laboratoire nord-américain de cosmétique et une succursale bancaire de l'état ont été sévèrement endommagés par les explosions de

charges de dynamite posées par des inconnus. Les attentats n'ont pas été revendiqués.

27 AOUT 84.

Deux charges de dynamite ont explosé aux façades de deux collèges de Santiago. Les " Milices de la Résistance Populaire " du Mouvement de la Gauche Révolutionnaire clandestin, MIR, ont revendiqué cette série d'attentats et sabotages.

28 AOUT 84.

Trois autobus ont été détruits par l'explosion de plusieurs engins dans les rues de la capitale.

29 AOUT 84.

L'entrepôt de conserves d'un grand magasin de Santiago a été détruit par une bombe incendiaire. L'engin a été lancé d'une voiture en marche.

30 AOUT 84.

Quatre explosions de forte puissance ont été enregistrées cette nuit à Santiago, occasionnant de nombreux dégats dans des succursales bancaires et des installations électriques.

AOUT 1984 AU CHILI
-----EGLISE1ER AOUT 84.

Le secrétaire général de la Conférence Episcopale Chilienne, Sergio Contreras, a signalé au cours d'une conférence de presse que le gouvernement de Pinochet doit agir rapidement pour un retour à la Démocratie.

Le prêtre Contreras a convoqué le gouvernement pour que celui-ci consulte les citoyens afin de résoudre la crise politique, sociale et économique qu'endure le Chili. Il a pressé les militaires d'utiliser leurs pouvoirs coercitifs avec modération.

Une déclaration commune des prélats sollicite une libéralisation politique.

5 AOUT 84.

L' Archevêque de Santiago, Monseigneur Juan Francisco Fresno, a invité les fidèles à participer à une Journée en Défense de la Vie, qu'encourage la Commission Chilienne des Droits de l'Homme ainsi que d'autres organisations.

16 AOUT 84.

CARACAS: VENEZUELA. Une semaine après les journées " LE CHILI DEFEND LA VIE " à partir d'actes religieux dans tout le pays, une messe organisée par le mouvement d'opposition l'Alliance Démocratique a été célébrée cette nuit à Caracas.

Lors de cette manifestation, les 114 morts des Journées de Protestations Nationales de 1983 ont été évoqués et on a pu entendre des témoignages sur des cas d'assassinats, de morts et de tortures opérés par la dictature militaire de Pinochet.

A la fin de cette messe, des citoyens Chiliens en exil ont chanté la chanson " GRACIAS A LA VIDA " de Violeta Parra.

Au Chili, après les diverses manifestations religieuses, des chiliens ont éteint les lumières de leurs maisons, faisant allusion à la privation de liberté dans le pays.

AOUT 1984 AU CHILI

REPRESSION - PINOCHET4 AOUT 84.

Malgré l'exil imposé par la dictature, les dirigeants communistes Luis Godoy Gomez, Rene Largos Farias et Osiel Nunez rentrent aujourd'hui au Chili, retour de Colombie. Ils ont été arrêtés à l'aéroport de Santiago afin de les maintenir isolés, dans des lieux à l'écart du pays.

14 AOUT 84.

Lors d'une manifestation communale de San Miguel, contre la dictature de Pinochet une centaine de personnes a été arrêtée aujourd'hui, par des carabiniers et une vingtaine d'habitants des bidonvilles a été victime de blessures. Plusieurs centaines de ces habitants ont levé des barricades et brûlé des pneus dans les rues principales des quartiers, aidées par des étudiants et des ouvriers.

Les nombreuses manifestations ont été durement réprimées par de forts contingents de police, appuyés par des chiens dressés, des camions lance-eau, et des bombes lacrymogène.

Vingt personnes ont été blessées par des balles plastiques tirées par la police, et des coups de matraque donnés par les carabiniers.

Un jeune de 19 ans et un autre de 16 ans sont morts, victimes de balles tirées par la police.

27 AOUT 84.

Le groupement clandestin " Agence Informativ de la Resistance " (AIR) signale que les neuf opposants tués par des agents de la police secrète (CNI) dans la capitale et dans trois villes du sud du pays, étaient des militants communistes et de la Gauche Révolutionnaire MIR.

En réplique à ces assassinats, des engins explosifs ont été déposés dans divers points du pays, deux jours après. Ces actions des Milices Populaires se joignent aux manifestations contre la dictature, prévues pour les jours prochains. Parmi elles une " Marche de la Faim " et une journée de Protestation nationale auront lieu les 4 et 5 septembre.

29 AOUT 84.

Pinochet a écarté aujourd'hui un coup d'état militaire identique à celui qui a

renversé le Gouvernement de l'UNITE POPULAIRE de SALVADOR ALLENDE le 11 septembre 1973. Il a déclaré " qu'il n'est pas disposé à se laisser dépasser " et que ses récentes déclarations annonçant un nouveau 11 septembre " étaient orientées vers un combat idéologique, une lutte sur le plan des idées, tendant à éviter que l'action de quelques uns ne fasse échouer la signification de la lutte que nous avons menée ces dernières années ".

Derrière ces paroles " se cache le désir de déclarer l'état de guerre et l'état de siège, comme en septembre 1973 " a déclaré aujourd'hui un communiqué de l'Alliance Démocratique.

28 AOÛT 84.

La Cour Suprême du Chili a cautionné aujourd'hui l'ordre gouvernemental interdisant le retour au Chili du groupe folklorique Inti-Illimani, malgré une grande popularité en Europe et en Amérique.

Selon le gouvernement, " le groupe fait partie d'un système de propagande du communisme soviétique et sa présence au Chili attenterait contre l'ordre intérieur "... Aujourd'hui à Santiago des barricades ont été dressées dans les quartiers populaires. La police a fait plusieurs dizaines de prisonniers. Il y eut également des coupures d'électricité.

La police a arrêté 30 personnes, (pour la majorité des jeunes) alors qu'ils participaient à des mitings éclairs lançant des slogans anti-gouvernementaux.

Dans la nuit, de violents incidents ont été enregistrés à Renca, où des habitants des bidonvilles se sont affrontés à la police. Ils avaient dressé des barricades et mis le feu, durant une " Grève Communale ".

A Valparaiso, des étudiants universitaires se sont affrontés à la police. Ils ont tenté de bloquer la circulation et de s'emparer de l'école d'architecture.

Plusieurs dizaines d'entre eux ont été arrêtés.

29 AOÛT 84.

Après huit ans d'exil, l'ex-ministre de l'Education du Gouvernement de SALVADOR ALLENDE, et dirigeant du Parti Radical du Chili, Anibal Palma Fourcade, est rentré au Chili en provenance d'Allemagne Fédérale.

Il a été arrêté à Santiago, et emprisonné après interrogatoire.

Le même jour, le juge de Santiago, Jose Manuel Munoz, a obtenu sa liberté conditionnelle, après consultation à la Cour d'Appellation, contre une caution de 5 000 pesos (environ 500 F).

En même temps, les bureaux du P.R de tendance sociale démocrate, ont été violés par un groupe d'hommes armés, qui ont volé de nombreux documents.

AOUT 1984 AU CHILI
-----ECONOMIE6 AOUT 84.

Le Chili a demandé formellement l'application de l'Accord Général des Tarifs Officiels (GATT), pour éviter que les Etats-Unis n'empêchent ses ventes de cuivre sur le marché nord-américain. La limitation des importations de cuivre chilien a été accordée par la Commission Internationale du Commerce des EE.UU., mais la décision finale doit être prise par le président Reagan.

14 AOUT 84.

L'Ecole d'Economie de l'Université du Chili, a indiqué que le chômage au niveau national touchait 19,1% en mars dernier. Pour ce même mois, l'Institut Gouvernemental de Statistiques avait annoncé précédemment que les derniers taux étaient de 16,2%. Au cours des dernières années, le nombre des chiliens sans emploi est estimé entre 800.000 et 1.000.000.

29 AOUT 84.

Le Conseil Interaméricain Economique et Social (CIES) a adopté à l'unanimité une motion adressée aux Etats-Unis pour qu'ils suspendent leur embargo sur les importations de cuivre en provenance de Chili et du Pérou.

Les 31 pays qui participent à cette réunion du CIES ont voté favorablement ainsi que le représentant des EE.UU.

Le Chili et le Pérou vendent annuellement aux EE.UU. plus de 300.000 tonnes de cuivre, dont les prix sont inférieurs à la production noraméricaine de ce métal.

30 AOUT 84.

La limitation des importations de cuivre aux EE.UU. et la décision de onze compagnies du cuivre noraméricaines de réduire de 30% ces quotas, sont les principaux thèmes étudiés par les experts qui assistent à la vingtième conférence des Ministres du CIPEC (Conseil Inter gouvernemental des Pays Exportateurs de Cuivre).

Des experts du Chili, du Pérou, d'Indonésie, du Zaïre, et de Zambie, participent avec les pleins pouvoirs. L'Australie, la Nouvelle-Guinée et la Yougoslavie y assistent en tant qu'associés. Le lundi 3 septembre commence officiellement la conférence et les ministres travailleront sous la présidence du Général Augusto Pinochet.

AOUT 1984 AU CHILI

RELATIONS INTERNATIONALESCHILI - CHINE11 AOUT 84.

Benjamin OPAZO, ambassadeur du Chili à Pékin a déclaré que, sur instructions spéciales de Pinochet, toutes les relations entre le Chili et la Chine seront amplifiées et renforcées. De plus les liens chino-chiliens seront encouragés dans les domaines politiques, commerciaux, sportifs, économiques et sociaux.

13 AOUT 84 : UNITAS - SOVIETIQUES.

L'amiral Clifton Taylor, chef des forces nord-américaines, a déclaré que la présence de bateaux soviétiques dans le Pacific sud n'affectera pas l'opération " UNITAS " (manoeuvres militaires navales conjointes) entre les Etats-Unis et le Chili. Des dizaines de bateaux soviétiques effectuent des opérations de pêche dans les eaux internationales a plus de 200 miles des côtes chiliennes.

26 AOUT 84 : CAMIONS BLOQUES - ARGENTINE.

Environ 60 camions se trouvent bloqués au passage frontière " Los Libertadores " à la suite d'un conflit du travail au sein des douanes argentines.

31 AOUT 84 : CHILI - ARGENTINE - BEAGLE.

Le chancelier chilien Jaime del Valle a commencé aujourd'hui une série de réunions " de grande importance ", avec les membres du Bureau de la Médiation qui se trouvent à Santiago pour analyser le différent du canal de Beagle avec l'Argentine. Del Valle a reçu le texte final préparé par l'équipe que dirige le colonel Ernesto Videla.

SEPTEMBRE 1984 AU CHILI
-----RESISTANCE - OPPOSITION2 SEPTEMBRE 84.

Un commando a dynamité un pont de chemin de fer entre Santiago et les villes du Sud. Le service voyageurs et marchandises a été interrompu. Il ne pourra pas être rétabli avant 4 jours.

3 SEPTEMBRE 84.

Deux bombes ont explosé dans le centre de la Capitale. L'une a endommagé le siège des 2e et 4e Tribunaux métropolitains et l'autre a provoqué une extinction de l'éclairage public.

Ces bombes dites " bombes pamphlétaires " fonctionnent grâce à un mécanisme de montre.

Ces attentats ont eu lieu peu avant la 10ème journée de Protestation Nationale.

Un programme qui devrait permettre aux exilés latinoaméricains le retour dans leurs pays sera proposé au Parlement Européen, a dit Andres Zaldivar, président de l'Internationale Démocrate-Chrétienne.

Le programme sera patronné par cette organisation ainsi que par l'Internationale Socialiste et l'Internationale Libérale.

A Santiago, un groupe de 10 personnes (familles de prisonniers politiques) a occupé pacifiquement la représentation de l'UNICEF.

Un communiqué, diffusé par le Comité des Familles des Prisonniers Politiques, précise que cette occupation se fait dans un état de légitime défense pour la vie des prisonniers Jorge PALMA DONOSO, Hugo MARCHANT MOYA, et Carlos ARANEDA MIRANDA.

Ils sont menacés de passer en conseil de guerre et risquent la peine de mort.

4 SEPTEMBRE 84.

La nouvelle journée de " Protesta Nacional " a commencé par une vague de 13 attentats à la dynamite, et l'incendie de 3 bus de différentes communes de Santiago.

Des dizaines de personnes ont été arrêtées dans la capitale. Parmi elles se trouvent Andres ZALDIVAR président de la D C. Il a été libéré plus tard sur ordre officiel.

Rodolfo SEGUEL, président du C N T a été blessé par des coups de matraques.

5 SEPTEMBRE 84.

Cette journée de manifestation, convoquée par l'Alliance Démocratique et le C N T, s'est transformée en une dure confrontation entre opposants et police, faisant 4 morts et 50 blessés (beaucoup d'entre eux par balles). Il y a eu plus de 300 arrestations.

A Valparaiso quatre voitures de chemin de fer ont été brûlées dans une des gares. De nombreux attentats ont provoqué des coupures de courants.

A Santiago, 4 personnes ont été abattues par des tirs de la police et ceux de mystérieux commandos motorisés parcourant les lieux les plus " chauds ".

Les victimes sont : un ouvrier de 45 ans, un adolescent de 14 ans, un ouvrier de 24 ans et le curé français André Jarlan 44 ans.

Aujourd'hui un garçon de 16 ans est mort électrocuté après être tombé sur un câble à haute tension qui s'était décroché lors des affrontements.

Un étudiant et un " agent de la sécurité " sont morts au cours d'un affrontement armé qui a éclaté à l'Université d'ATACAMA, à 1 400 km au nord de Santiago.

Les étudiants avaient occupé l'enceinte de l'Université et en ont été délogés par la police.

Lors des échanges de coup de feu un étudiant a été tué ainsi que le chef régional de la C N I (police secrète de Pinochet) aussi.

11 SEPTEMBRE 84.

Vina del Mar : Des centaines de personnes se sont rassemblées aujourd'hui autour de la tombe du Président Salvador Allende afin de lui rendre hommage.

Cela fait 11 ans que la dictature militaire l'a renversé.

Cette commémoration s'est terminée par des incidents lorsque la police a interdit que les manifestants défilent. Nombre d'entre eux ont été arrêtés.

Ils portaient des roses dans leurs mains et ont observé une minute de silence face à la tombe du Président assassiné.

Après avoir chanté l'hymne national, les participants ont scandé des consignes des différents partis de gauche, aujourd'hui interdits, qui composaient le gouvernement d'Allende.

" ALLENDE, présent ! " pouvait-on entendre, ensuite se sont les slogans contre la dictature militaire qui ont été criés, mais la police a dispersé les manifestants à coups de bombes lacrymogènes.

- Au nord du pays plus d'une centaine de femmes portant le deuil, se sont rassemblées à la cathédrale et ont observé une minute de silence ; elles portaient une couronne de fleurs où l'on pouvait lire une légende : " DEMOCRATIE ".

- Au sud du Chili, à Concepcion, deux bombes ont explosé en ville et l'une d'elles a endommagé les installations électriques.

- A Santiago, une fillette de 11 ans a été blessée par une bombe lacrymogène lancée par des carabiniers.

Dans un autre quartier de la capitale les tirs d'inconnus ont blessé une enfant de 6 ans.

Au Cimetière Général, les familles de prisonniers disparus se sont rendu, par une marche silencieuse, sur les tombes des 300 cadavres non identifiés, qui, certainement, correspondent à celles de quelques prisonniers disparus après le coup d'état militaire.

13 SEPTEMBRE 84.

Un affrontement d'une violence sans précédent a eu lieu entre étudiants et carabiniers au sein de l'Université d'Antofagasta, faisant plusieurs blessés et 20 arrestations.

A Santiago, les élèves de l'Université Catholique ont installé des barricades autour du Campus et les autorités ont suspendu les cours.

A l'Université de Santiago (USACH) 18 étudiants ont été expulsés pour avoir participé aux manifestations contre la dictature militaire.

Au total, 350 actions " subversives " ont été enregistrée au Chili durant les 10 derniers jours.

On a pu observer l'explosion de bombes, des pillages, des incendies de véhicules et de locaux de l'état, des attaques armées contre les cars de police, et les trains de voyageurs.

22 SEPTEMBRE 84.

Un commando armé a pris en embuscade un car de police, à Concepcion, et deux agents ont été grièvement blessés.

Le car, appartenant aux carabiniers, a reçu l'impact d'une bombe et mis hors contrôle, a été la cible des tirs de mitraillettes.

23 SEPTEMBRE 84.

Partisans et opposants de la dictature militaire ont formé un seul chœur pour réclamer d'urgence une augmentation des salaires.

Les combustibles ont augmenté de 25%, le pain de 50%, l'huile de 45% et le sucre de 30%.

Les transporteurs ont annoncé aussi une augmentation de leurs tarifs ; les vêtements et appareils ménagers sont à des prix inabordables pour le commun des salaires.

24 SEPTEMBRE 84.

Les locaux du Mouvement Démocratique Populaire (MDP) ont été sacagés par des inconnus qui ont emmené les documents, a indiqué aujourd'hui cette organisation de gauche.

Entre autres choses, les assaillants ont volé les bons (d'une valeur de 20.000 dollars) que le MDP projetait de distribuer à ses membres afin de financer ses futures campagnes.

25 SEPTEMBRE 84.

L'idée de réaliser une grève générale au Chili a resurgi aujourd'hui parmi les syndicats regroupés au sein du Commandement National des Travailleurs (CNT), après la vague de hausse des prix provoquée par une récente dévaluation monétaire et une augmentation des tarifs douaniers.

26 SEPTEMBRE 84.

Une enquête spéciale sur la disparition d'un ouvrier arrêté par des carabiniers il y a 3 semaines, a été demandée par le Vicaire Catholique de Santiago.

Le jour de son arrestation, au milieu des incidents antigouvernementaux qui se déroulaient dans la rue, Juan Aguirre a été enfermé dans une caserne, mais on ne sait pas ce qu'il est devenu par la suite. D'autres témoins, ont déclaré que l'ouvrier avait été frappé et torturé par les agents de la police.

On craint que la détention d'Aguirre ait abouti à un homicide.

29 SEPTEMBRE 84.

Le nombre de morts à Santiago s'est élevé à 3. La première victime a été l'ouvrier Julio Valencia Castillo, attaqué et frappé au couteau par la police. Deux hommes sont morts plus tard à l'hôpital, suite à leurs blessures.

SEPTEMBRE 1984 AU CHILI

EGLISE

CARDINAL - MANIFESTATION

5 SEPTEMBRE 84.

Santiago - Le Cardinal chilien, Raoul Silva Henriquez a condamné aujourd'hui la violence politique qui a provoqué la mort du prêtre français André Jarlan.

De sources ecclésiastiques et selon des témoins le prêtre est tombé abattu par les balles de la police, alors qu'il se trouvait au sein de sa paroisse dans le quartier ouvrier de la Victoria.

L'Eglise Catholique a présenté aujourd'hui face aux tribunaux de Justice une plainte contre les responsables de cet assassinat.

Celle-ci, présentée par l'Archevêque de Santiago, ne cite pas les auteurs du crime. De son côté, la Cour Suprême, sur demande du gouvernement, a désigné un juge et lui a donné des pouvoirs spéciaux afin qu'il enquête sur les circonstances étranges de la mort du prêtre français.

11 SEPTEMBRE 84.

Le juge qui enquête sur l'assassinat d'André Jarlan, M. Correa de la Cerda, a interrogé trois heures durant le prêtre André Dubois, qui affirme que les coups de feu ont été tirés par la police.

Dans des déclarations précédentes, le prêtre a indiqué qu'au moment où Jarlan lisait la bible, dans la chambre de sa demeure paroissiale, une fourgonnette des carabiniers, immatriculée Z-711 se trouvait toute proche.

Les versions officielles ont nié jusque là que la balle qui a tué le missionnaire français, corresponde à celles qu'utilisent les carabiniers...

REPRESSION-PINOCHET.1 SEPTEMBRE '84.

Santiago. Le gouvernement militaire a demandé aujourd'hui que les tribunaux de Justice appliquent des peines de prison et donnent des amendes aux directeurs des revues "CAUCE", "ANALISIS", et "APSI".

Le ministre de l'intérieur a précisé, dans le document remis à la Cour d'Appel de Santiago, que ces publications ont encouragé la "subversion" et ont "insulté" Pinochet et ses ministres.

3 SEPTEMBRE '84.

Santiago. Les locaux de deux revues qui circulaient sur tout le territoire ont été saccagés aujourd'hui par la police, et la justice a ordonné la réquisition de l'hebdomadaire "CAUCE" et interdit sa publication pour une durée de cinq numéros.

L'autre revue touchée est "ANALISIS".

5 SEPTEMBRE '84.

Santiago. Le gouvernement chilien a demandé à la France une surveillance spéciale autour de son ambassade à Paris, afin de prévenir les manifestations organisées contre le régime de Pinochet, a affirmé le Ministre des Relations Extérieures.

Del Valle a formulé ses déclarations après que l'ambassadeur de France, Léon Bouvier, ait demandé une enquête précise sur la mort du prêtre français, André Jarlan, tué à Santiago.

10 SEPTEMBRE '84.

Santiago. Le gouvernement militaire a prolongé de 6 mois "l'état de siège et de perturbation de la paix intérieure", qui permet à Pinochet d'appliquer des mesures et des peines d'exceptions.

Le décret, publié aujourd'hui dans le Journal Officiel, établit que cette disposition entrera en vigueur demain 11 septembre.

Tandis que la "perturbation" subsistera, Pinochet pourra :

- ordonner des arrestations à durée de 20 jours.
- restreindre le droit de réunion, et la fondation, l'édition et la circulation de nouvelles publications.
- interdire l'entrée dans le pays ou ordonner l'expulsion de ceux qui propagent la doctrine contraire à la famille, encouragent la violence et ont une conception sociale à caractère totalitaire ou fondée sur la lutte des classes.

-appliquer des châtiments similaires à ceux qui réaliseront des actes contraires aux intérêts chiliens ou qui constitueraient un danger pour la paix intérieure.

-assigner des personnes à résidence dans des lieux isolés du pays pour une durée de 90 jours.

En accord avec les normes constitutionnelles qui appuient le décret, les ordres "présidentiels" ne pourront être annulés par les Tribunaux civils de Justice.

11 SEPTEMBRE '84.

Santiago. Une liste de 4942 personnes, à qui la dictature interdit le retour dans leur pays, a été publiée aujourd'hui dans le journal "El Mercurio" de la Capitale.

Cette liste a été remise par le gouvernement militaire de Pinochet aux compagnies aériennes commerciales.

12 SEPTEMBRE '84.

La Serena. La dictature a changé subitement le lieu d'assignation à résidence du prêtre Rafael Maroto, qui a été emmené par la police au village, à moitié abandonné, d'Inca de Oro, 900 km au nord de la capitale. (cette région est désertique et peu accueillante de par son isolement et son climat)

Le prêtre, âgé de 71 ans, lié au Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR), accomplissait cette peine pour 90 jours dans la ville côtière de Tongoy, à 400 km de Santiago.

13 SEPTEMBRE '84.

Santiago. Selon le secrétaire général du gouvernement, Marquez de la Plata, tous les exilés qui ne figurent pas sur la liste des 4942 personnes interdites de séjour au Chili, pourraient y revenir "sans problème"...

Cette liste a été donnée aux compagnies aériennes commerciales afin qu'elles interdisent à ces personnes d'embarquer à destination du Chili.

Sur cette liste figurent le Secrétaire Général du Parti Communiste Chilien, Luis Corvalan, les dirigeants socialistes Carlos Altamirano et Manuel Almeyda; les écrivains Armando Cassigoli et Luis Enrique Delano et les chanteurs Angel Parra, Isabel Parra et Patricio Mans, entre autres.....

La liste a également mentionné les noms de Beatriz Allende Bussi, qui est morte à Cuba en 1977, et Laura Allende Gossens qui elle aussi est décédée à la Havane en 1979, fille et soeur respectives du Président assassiné SALVADOR ALLENDE.

ECONOMIE.

18 SEPTEMBRE '84.

Santiago. Le gouvernement militaire chilien a opéré hier une dévaluation de la monnaie chilienne (le peso) de 24 % par rapport au dollar nord-américain, entraînant un changement de 93 à 115 pesos pour l'achat d'un dollar US.

En effet, à partir d'aujourd'hui, le dollar cote 115 pesos dans les banques et les maisons de change, mais au marché parallèle et au marché noir son prix atteignait 130 pesos. Le ministre des finances a annoncé aussi l'augmentation des tarifs douaniers de 35 %

5 SEPTEMBRE '84.

Santiago. L'inflation accumulée au Chili durant les huit premiers mois de l'année a été de 7,8 %, selon l'Institut National des Statistiques (INS).

En août dernier, l'augmentation moyenne des prix a été de 0,3 % a-t-il ajouté.